

Résister et reconstruire l'espoir

vendredi 11 mai 2007, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2007).

Avec Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, le programme du Medef s'incruste au pouvoir. De nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus riches, la privatisation de nouveaux services publics, la chasse aux enfants sans papiers, la remise en cause de droits sociaux et démocratiques fondamentaux, comme le droit de grève ou le CDI sont dans l'agenda du nouveau président de la République. L'État UMP dispose, une nouvelle fois, du pouvoir politique central. Lui qui a participé aux différents gouvernements du dernier quinquennat de Chirac a réussi à apparaître comme un candidat de rupture. Une rupture qui sonne comme une accélération brutale des attaques capitalistes.

Tous les grands groupes du CAC 40 et les autres peuvent se féliciter. Non pas qu'ils aient eu peur d'une victoire de la candidate socialiste, du point de vue de leurs intérêts fondamentaux, mais parce qu'avec Sarkozy, c'est l'intégralité du programme du patronat qui va trouver un allié fidèle à la tête de l'État. Ces multinationales dirigées par des patrons amis du président, non contentes de diriger l'économie, contrôlent également la plupart des médias. Que reste-t-il de médias indépendants, une fois que l'on a soustrait ceux contrôlés par Bouygues, Lagardère, Dassault ou Pinault ? C'est là un véritable monopole du pouvoir, bien inquiétant et bien loin des propos lénifiants sur l'État impartial. Le danger Sarkozy, c'est également l'aspiration des voix lepénistes, phénomène déjà observé au premier tour et qui s'est confirmé au second. Une droite musclée, désormais sans complexe, développe un discours nationaliste autour de l'identité nationale et du refus de la repentance... à quelques jours de la commémoration de l'esclavage !

La démagogie populiste utilisée dans cette campagne va déboucher sur des mesures antisociales, sécuritaires et antidémocratiques, qui ne manqueront pas de susciter des mobilisations très larges. C'est à la construction de ces résistances sociales et démocratiques que la LCR entend désormais consacrer toutes ses forces. Il est légitime de lutter, de manifester, de faire grève, pour défendre ses droits, comme le font les salariés d'EADS. Sarkozy va vouloir traduire sa victoire électorale en infligeant une défaite au mouvement social. C'est pourquoi la LCR propose que, face au programme ultralibéral et ultrasécuritaire d'un Sarkozy, un front unitaire de toutes les forces sociales et démocratiques soit immédiatement construit pour organiser la riposte. Elle prendra toutes les initiatives en ce sens dans les prochains jours.

La démonstration est également faite qu'une gauche sociale-libérale - qui a tenté jusqu'au bout une alliance avec l'UDF de Bayrou - n'est pas un rempart efficace face à une droite dure et autoritaire. Les appels du pied vers la droite n'auront servi à rien d'autre qu'à contribuer à brouiller les repères. À chaque fois que la gauche joue sur le terrain de la droite, elle perd. Pourtant, au PS, c'est la petite musique de la « rénovation » que l'on entend. Rénovation, dans leur langage, veut dire droitisation, alliance vers le centre-droit. C'est ce qu'a annoncé clairement Dominique Strauss-Kahn, mais c'est également ce qu'a défendu Ségolène Royal. C'est pourtant parce qu'elle et son parti n'ont pas su faire souffler le vent de l'espoir du changement qu'une partie des classes populaires, déboussolées, lui a fait défaut. Face à une droite dotée d'un programme cohérent, il faut une gauche déterminée dans le choix de la défense des classes populaires. Entre les salaires et les profits, il faut choisir !

L'entre-deux tours vient de montrer la direction que prennent la direction et l'appareil central du PS : celle de la recherche d'une alliance à droite avec Bayrou, sur le modèle italien de Romano

Prodi. C'est un choix destructeur pour la gauche en Italie, et qui ne pourrait que provoquer les mêmes dégâts en France. Avec une alliance avec l'UDF, on s'adapte encore plus au capitalisme, à l'Europe de Bruxelles ; on renonce encore davantage à s'attaquer aux inégalités et aux injustices sociales. Les frontières entre sociaux-libéraux et libéraux-sociaux s'estompent.

Raison de plus pour résister et reconstruire l'espoir qu'un autre monde est possible. Plus que jamais, la construction d'une force anticapitaliste puissante, implantée dans les entreprises, les services publics et les quartiers populaires, est urgente pour, dans la rue comme dans les urnes, battre la droite et le Medef. C'est le sens de la campagne qu'a menée la LCR et que nous entendons poursuivre : rassembler les forces anticapitalistes en indépendance complète vis-à-vis de la direction du PS. C'est sur ces bases que la LCR se présentera aux élections législatives, autour d'un programme d'urgence social et démocratique. Nous comptons sur tous et toutes pour faire entendre notre voix. Celle d'une gauche anticapitaliste qui ne renonce pas à s'attaquer aux profits des patrons.

P.-S.

* Paru en Premier Plan dans Rouge n° 2205 du 10 mai 2007.